

LIBRES-ÉCHANGES

La chronique de Jean-Pierre Robin

L'étonnante revanche des matières premières

Il est inhabituel de calculer le poids en tonnes de la richesse économique produite dans un pays. On préfère s'exprimer en milliards de dollars ou d'euros ! Pourtant, à la fin de la décennie 90, Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), aimait à faire remarquer que le produit intérieur brut (PIB) avait tendance à peser de moins en moins lourd, stricto sensu. La révolution de la « nouvelle économie de l'information » était alors en route, on ne jurait que par la matière grise et le « virtuel ».

Toutes ces prédictions se sont avérées fausses. S'il est toujours aussi hasardeux d'évaluer le PIB américain ou mondial sur une balance, on assiste sans contester au retour des pondéreux dans les économies. Depuis le début du XXI^e siècle, la production mondiale d'acier est passée de 825 à 1 129,4 millions de tonnes. Un bond de 37 %, bien supérieur à la croissance du PIB de la planète, que l'on s'accorde à trouver exceptionnelle. Depuis 2003, la Chine accroît chaque année sa propre production sidérurgique d'un volume qui dépasse tout l'acier produit par l'Allemagne et la France réunies !

La nouvelle croissance mondiale, dopée par les besoins des pays émergents, Chine et Inde en tête, s'avère gourmande en énergie et en matières premières. Les retards à combler sont il est vrai immenses, comme le souligne Patrick Artus, le directeur des études de la banque Ixis, dont les calculs font frémir : « Si les Chinois avaient autant de voitures par habitant que les Européens, ils en auraient 33 fois plus (qu'ils n'en possèdent aujourd'hui), et leur consommation de pétrole serait supérieure à deux fois la production mondiale actuelle. On voit l'impossibilité d'obtenir les ressources nécessaires en matières premières. » Voilà pourquoi le prix du pétrole brut a été multiplié par sept entre 1999 et 2006. Le cuivre, qui valait 1 500 dollars la tonne il y a cinq ans, se négociait à 8 800 dollars le 11 mai dernier à Londres.

L'envolée des produits de base se fait en sympathie avec celle du pétrole, explique le Fonds monétaire international (FMI) dans son étude sur les perspectives économiques mondiales 2006 : « Les prix de l'énergie ont contribué à la hausse de nombreux produits non énergétiques, par exemple l'aluminium et l'acier gros consommateurs d'énergie, des matières premières agricoles (du fait du renchérissement des fertilisants), le sucre et les huiles comestibles (qui entrent également dans la composition de l'éthanol dont la demande a augmenté). » Les cours du sucre ont doublé

en un an et sont désormais dépendants de ceux du pétrole, depuis que le Brésil, premier producteur mondial de canne à sucre, affecte la moitié de sa collecte à la fabrication d'éthanol.

Un autre phénomène entre en ligne de compte pour favoriser cette contagion des prix, constate le FMI : « Les investisseurs cherchent à se diversifier sur les marchés de produits, parallèlement à leurs placements traditionnels en actions et en obligations, à titre de protection contre les risques d'inflation ou de volatilité du dollar. » La fonction fondamentale des marchés à terme des matières premières vise traditionnellement à assurer à leurs producteurs et à leurs utilisateurs une visibilité sur les prix futurs. Avec l'entrée en force des investisseurs et des fonds spéculatifs (hedge funds), 31 % des positions prises au Nymex (le New York Mercantile Exchange) sont aujourd'hui le fait de spéculateurs, trois fois plus qu'il y a cinq ans (lire nos éditions du 27 mai). D'où l'extrême volatilité des cours, qui ont conduit la tonne cuivre à perdre plus de 1 000 dollars en une journée à la mi-mai. D'où cette alternance de coups de chaleur et de refroidissements tout aussi brutaux depuis trois mois. Le pétrole, les métaux précieux, le cuivre, le nickel ou le fret maritime sont touchés. Les prix du transport par mer avaient pratiquement triplé en 2003-2004, tirés par les besoins du commerce international de la Chine. Ils se

sont sérieusement calmés, en partie pour des raisons bien réelles : on estime que les capacités de la flotte mondiale progresseront de 7 % à 8 % en 2006.

Le fret maritime est coté sur le marché de Londres, qui propose toute une gamme d'indices différents, selon les routes et les types de transport. Il figure bien sûr dans le guide Cyclope, véritable bible des produits de base, publié sous la direction de Philippe Chalmin, dont la vingtième édition annuelle (2006) vient de paraître. La liste des commodités recensées, pour reprendre le mot anglais, va bien au-delà des matières premières proprement dites. Elle inclut tous les produits ou services, y compris financiers, dont le prix peut être coté sur un marché à terme, parce qu'ils sont fongibles. Cela va de l'or ou aux semi-conducteurs ou aux droits à polluer (émissions de CO₂).

Faut-il pour autant traduire commodités par « commodités » comme le prétend Philippe Chalmin, au demeurant l'un de nos meilleurs connaisseurs du sujet ? Certainement pas, car le terme de « commodités » désigne en français les services collectifs, comme la fourniture d'eau ou d'électricité, que les Anglo-saxons qualifient pour leur part d'« utilities ». Au moment où les « produits de base » retrouvent toute leur importance dans la vie économique, il serait dommage de les affubler d'une mauvaise appellation.

IDÉES POUR DEMAIN

Le chômage des jeunes explique en partie la délinquance

EN MARS 2002, au cœur de la campagne présidentielle, Lionel Jospin, premier ministre, avait formulé un aveu inhabituel : « J'ai pêché un peu par naïveté. Je me suis dit : si on fait reculer le chômage, on va faire reculer l'insécurité. » Quatre ans plus tard, Dominique de Villepin a fait un raisonnement proche : pour éviter que la crise violente de l'automne 2005 dans les banlieues ne se reproduise, il a voulu favoriser la création d'emplois pour les jeunes en lançant le CPE. Ces deux premiers ministres ont-ils raison de croire que la baisse du chômage peut résoudre à la fois le

problème de l'insécurité et celui des banlieues ? Trois économistes du laboratoire de recherche de l'Insee, le Crest, Denis Fougère, Francis Kramarz et Julien Pouget, ont cherché à vérifier cette hypothèse. Leurs travaux viennent d'être publiés par le Centre for Economic Policy Research (CEPR). Ils constatent que, entre 1990 et 1997, le taux de chômage est passé en France de 8,9 % à 12,5 % de la population active, pour ensuite diminuer jusqu'en 2001. La délinquance n'a pas suivi la même courbe. Les atteintes aux biens ont augmenté entre 1990 et 1993, puis décliné continuellement, tandis

CEPR et Crest

Le Centre For Economic Policy Research a été créé en 1983 pour diffuser et promouvoir la recherche économique en Europe. Le Crest est un des laboratoires de l'Insee spécialisés dans les études économiques et sociales. www.cepr.org

que les délits ou crimes les plus violents se multipliaient. Les cambriolages ont reculé de 8 % entre 1990 et 2000. Les vols avec violence, ceux qui marquent le plus l'opinion, ont progressé très

fortement (+ 74 %) durant la même période. L'évolution des infractions les plus violentes paraît donc indépendante de celle du chômage. Les atteintes aux biens ne semblent pas non plus directement corrélées à l'emploi. A première vue tout du moins.

Les trois économistes ont en effet constaté que les départements où les niveaux de délinquance sont les plus élevés sont les plus touchés par le chômage, et les plus défavorisés en termes de salaire moyen. Et que les atteintes aux biens, qualifiées de « délits économiques », sont plutôt commises par les jeunes, les

crimes violents étant le fait de délinquants plus âgés. Les auteurs de l'étude ont donc dissocié le chômage des 25-49 ans et celui de 15-24 ans. Le rapprochement des données montre alors que le chômage des jeunes de 15 à 24 ans semble favoriser les atteintes aux biens, coups et blessures volontaires, et les infractions à la législation sur les stupéfiants. Autrement dit, concluent les trois économistes, il semble bien qu'il ne soit pas vain d'espérer lutter contre l'insécurité via des politiques publiques orientées vers la réduction du chômage et la prévention des jeunes. »

D'autant que la montée de la délinquance dans une ville accélère le phénomène de ghettoïsation. Dans leurs travaux, les trois chercheurs ont mesuré que les familles aux revenus moyens ou élevés démontrent plus fréquemment (dans une proportion une fois et demie supérieure) à la suite d'une atteinte aux biens. « Pour écarter les jeunes de la route de la délinquance, il y a plusieurs voies possibles », estime les économistes. Mais plus qu'un nouveau contrat de travail, pour eux, « l'éducation est la plus évidente », concluent-ils.

SOPHIE FAY

SICAV & FCP

Table listing various SICAV and FCP funds with columns for fund name, value, and date. Includes AGIPI, AVIVA, and various international and sectoral funds.

Table listing various FCPi/FCPR funds with columns for fund name, value, and date. Includes AXA, BNP PARIBAS, and various international and sectoral funds.

Table listing various investment funds with columns for fund name, value, and date. Includes CAISSE D'ÉPARGNE, CFC, CFC, CFC, and various international and sectoral funds.

Table listing various investment funds with columns for fund name, value, and date. Includes CRÉDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT, LE CRÉDIT LYONNAIS, and various international and sectoral funds.

Table listing various investment funds with columns for fund name, value, and date. Includes SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Asset Management, LE CRÉDIT LYONNAIS, and various international and sectoral funds.

Table listing various investment funds with columns for fund name, value, and date. Includes SOCIÉTÉ GÉNÉRALE Asset Management, LE CRÉDIT LYONNAIS, and various international and sectoral funds.

ENTREPRISES CITÉES

Arcelor p. 33 ; Conoco-Phillips p. 33 ; Cyber Press Publishing p. 36 ; Enron p. 32 ; Euronext p. 36 ; Hachette Filipacchi Médias p. 33 ; Reed Business Information p. 36 ; Severstal p. 33 ; Taittinger p. 33 ; Total p. 33 ; Vodafone p. 33.